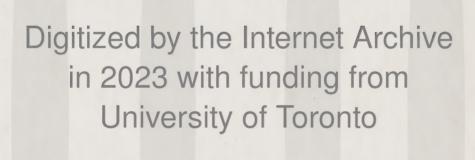
CA1 XC3 - 1990 USS





155 HOUSE OF COMMONS

Issue No. 1

Tuesday, December 4, 1990

Chairman: Marcel Prud'homme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 1

Le mardi 4 décembre 1990

Président: Marcel Prud'homme

Minutes of Proceedings and Evidence of the Legislative Committee on

JAN 10 1000

BILL C-81

An Act to implement the United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods Procès-verbaux et témoignages du Comité législatif sur le

PROJET DE LOI C-81

Loi de mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises

RESPECTING:

Order of Reference

INCLUDING:

Report to the House

CONCERNANT:

Ordre de renvoi

Y COMPRIS:

Rapport à la Chambre

APPEARING:

Rob Nicholson, Parliamentary Secretary to the Minister of Justice

WITNESS:

(See back cover)

COMPARAÎT:

Rob Nicholson, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)

Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

LEGISLATIVE COMMITTEE ON BILL C-81

Chairman: Marcel Prud'homme

Members

Dave Barrett
David Bjornson
Patrick Boyer
Robert Horner
Russell MacLellan
Rob Nicholson
George Rideout
Blaine Thacker—(8)

(Quorum 5)

W.J. Bill Farrell

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 114(3):

On Tuesday, December 4, 1990:

Robert Horner replaced Jacques Vien.

COMITÉ LÉGISLATIF SUR LE PROJET DE LOI C-81

Président: Marcel Prud'homme

Membres

Dave Barrett
David Bjornson
Patrick Boyer
Robert Horner
Russell MacLellan
Rob Nicholson
George Rideout
Blaine Thacker—(8)

(Quorum 5)

Le greffier du Comité

W.J. Bill Farrell

Conformément à l'article 114(3) du Règlement:

Le mardi 4 décembre 1990:

Robert Horner remplace Jacques Vien.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

ORDER OF REFERENCE

Extract from the Votes & Proceedings of the House of Commons of November 5, 1990:

The Order being read for the second reading and reference to a Legislative Committee of Bill C-81, An Act to implement the United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods;

Mr. Lewis for Mrs. Campbell (Vancouver Centre), seconded by Mr. Blais, moved,—That the Bill be now read a second time and referred to a Legislative Committee.

After debate thereon, the question being put on the motion, it was agreed to, on division.

Accordingly, the Bill was read the second time and referred to a Legislative Committee.

ATTEST

ROBERT MARLEAU

The Clerk of the House of Commons

ORDRE DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux de la Chambre des communes du 5 novembre 1990:

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi à un Comité législatif du projet de loi C-81, Loi de mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises.

M. Lewis, au nom de M^{me} Campbell (Vancouver-Centre), appuyé par M. Blais, propose,—Que ce projet de loi soit maintenant lu une deuxième fois et déféré à un Comité législatif.

Après débat, cette motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

En conséquence, ce projet de loi est lu une deuxième fois et déféré à un Comité législatif.

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

ROBERT MARLEAU

REPORT TO THE HOUSE

Wednesday, December 5, 1990

The Legislative Committee on Bill C-81, An Act to implement the United Nations Convention on Contract for the International Sale of Goods, has the honour to report the Bill to the House.

In accordance with its Order of Reference of Monday, November 5, 1990, your Committee has considered Bill C-81 and has agreed to report it with the following amendment:

Schedule

In the French version only strike out paragraph (1) of article 92 on page 27 and substitute the following therefor:

"(1) Tout État contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par la deuxième partie de la présente Convention ou qu'il ne sera pas lié par la troisième partie de la présente Convention."

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (Issue No. 1, which includes this report) is tabled.

Respectfully submitted,

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le mercredi 5 décembre 1990

Le Comité législatif sur le projet de loi C-81, Loi de mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, a l'honneur de rapporter le projet de loi à la Chambre.

Conformément à son Ordre de renvoi du lundi 5 novembre 1990, votre Comité a étudié le projet de loi C-81, et a convenu d'en faire rapport avec la modification suivante:

Annexe

Dans la version française seulement retrancher le paragraphe (1) de l'article 92, page 27, par ce qui suit:

«(1) Tout État contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par la deuxième partie de la présente Convention ou qu'il ne sera pas lié par la troisième partie de la présente Convention.»

Un exemplaire des Procès-verbaux et témoignages relatifs à ce projet de loi (fascicule nº 1 qui comprend le présent rapport) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,

MARCEL PRUD'HOMME,

Chairman.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, DECEMBER 4, 1990 (1)

[Text]

The Legislative Committee on Bill C-81, An Act to implement the United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods, met at 11:10 o'clock a.m. this day, in Room 308 West Block, for the purpose of organization.

Members of the Committee present: David Bjornson, Patrick Boyer, Robert Horner, Rob Nicholson, Marcel Prud'homme and George Rideout.

In Attendance: From the office of the Law Clerk: Louis-Philippe Côté, Legal Counsel. From the Research Branch of the Library of Parliament: Marie-Claude La Rose and Margaret Smith, Researchers.

Witness: From the Department of Justice: Christiane Verdon, General Counsel, Constitutional and International Law Section.

Marcel Prud'homme announced his appointment as Chairman of the Committee pursuant to Standing Order 113.

The Order of Reference, dated Monday, November 5, 1990, being read as follows:

ORDERED,—That Bill C-81, An Act to implement the United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods, be now read a second time and referred to a Legislative Committee.

On motion of Robert Horner, it was agreed,—That the Committee print 750 copies of its *Minutes of Proceedings and Evidence* as established by the Board of Internal Economy.

On motion of David Bjornson, it was agreed,—That the Chairman be authorized to hold meetings in order to receive evidence and authorize its printing when a quorum is not present provided that three (3) members are present including the Chairman or in his absence the person designated to be Chairman of the Committee and including at least one (1) member of the opposition.

Rob Nicholson made an opening statement and with the other witness answered questions.

By unanimous consent, it was agreed,—That the Committee proceed to Clause-by-Clause consideration of Bill C-81.

Clause 1 allowed to stand.

Clauses 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 were severally carried.

Rob Nicholson moved—That the French version only of the schedule, be amended by striking out paragraph (1) of article 92 on page 27 and substituting the following therefore:

"(1) Tout État contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par la deuxième partie de la présente Convention ou qu'il ne sera pas lié par la troisième partie de la présente Convention."

After debate theron the question being put on the motion, it was agreed to.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 4 DÉCEMBRE 1990 (1)

[Traduction]

Le Comité législatif sur le projet de loi C-81, Loi de mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, tient aujourd'hui sa séance d'organisation à 11 h 10, dans la salle 308 de l'édifice de l'Ouest.

Membres du Comité présents: David Bjornson, Patrick Boyer, Robert Horner, Rob Nicholson, Marcel Prud'homme et George Rideout.

Aussi présents: Du Bureau du légiste: Louis-Philippe Côté, conseiller juridique. Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Marie-Claude La Rose et Margaret Smith, attachées de recherche.

Témoin: Du ministère de la Justice: Christiane Verdon, avocate générale, Section du droit constitutionnel et international.

Marcel Prud'homme annonce qu'il a été nommé président du Comité en conformité de l'article 113 du Règlement.

Lecture est donnée de l'ordre de renvoi en date du lundi 5 novembre 1990, ainsi libellé:

IL EST ORDONNÉ,—Que le projet de loi C-81, Loi de mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises soit maintenant lu une deuxième fois et renvoyé à un comité législatif.

Sur motion de Robert Horner, il est convenu, — Que le Comité fasse imprimer 750 exemplaires de ses *Procès-verbaux et témoignages*, suivant les directives du Bureau de régie interne.

Sur motion de David Bjornson, il est convenu,—Que le président soit autorisé à tenir des séances, à entendre des témoignages et en permettre l'impression en l'absence de quorum, pourvu que trois membres du Comité soient présents, dont le président ou, en son absence, la personne désignée pour le remplacer, ainsi qu'un membre de l'opposition.

Rob Nicholson fait un exposé puis, de même que la témoin, répond aux questions.

Par consentement unanime, il est convenu,—Que le Comité procède à l'étude détaillée du projet de loi.

L'article 1 est reporté.

Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 sont adoptés séparément.

Rob Nicholson propose—Que la version française de l'annexe soit modifiée en remplaçant le paragraphe (1) de l'article 92, à la page 27, par ce qui suit:

«(1) Tout Etat contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par la deuxième partie de la présente Convention ou qu'il ne sera pas lié par la troisième partie de la présente Convention.»

Après débat, la motion est mise aux voix et adoptée.

The Schedule as amended carried.

Clause 1 carried.

The Title carried.

The Bill as amended carried.

Ordered,—That the Chairman report Bill C-81 as amended, to the House.

At 11:45 o'clock a.m. the Committee adjourned.

W.J. Farrell

Clerk of the Committee

L'annexe, modifiée, est adoptée.

L'article 1 est adopté.

Le titre est adopté.

Le projet de loi, modifié, est adopté.

Il est ordonné,—Que le président fasse rapport à la Chambre du projet de loi C-81 ainsi modifié.

À 11 h 45, la séance est levée.

Le greffier du Comité

W.J. Farrell

[Texte]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, December 4, 1990

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 4 décembre 1990

• 1113

Le président: À l'ordre!

Conformément à l'article 113 du Règlement, il me fait plaisir de confirmer votre nomination à la présidence du Comité législatif sur le projet de loi C-81, Loi de mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises.

Veuillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

C'est signé par John A. Fraser, Président.

In a nutshell, that is the letter I have received nominating me chairman of this legislative committee.

I would like to inform all members of the committee that today we have five new procedural clerks who will most likely be advising us on what we can and cannot do procedurally. They are André Gagnon, Lada Toptschan, Colette Labrecque, Miriam Pincovich, and Barbara Whittaker. I will drive them all crazy, because I always like to do what is not allowed. I end up doing what the clerks say anyway. Welcome.

Sentez-vous chez vous. Les membres du Comité sont très heureux de vous avoir parmi eux. Je veux m'assurer que vos noms soient inscrits au compte rendu.

Our order of reference is Bill C-81. I do not need to read it. I am sure you will accept that I do not read all of that bill.

• 1115

Thank you very much. I am very pleased to chair this meeting and see some of you I have chaired with before.

We have with us this morning

du Bureau du légiste, Louis-Philippe Côté, conseiller législatif et, du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement, M^{mes} Marie-Claude La Rose et Margaret Smith.

It is a well-known name in Quebec. Also, Blue Line knows me when I am very impatient and they ask me every night, how do you spell your name again? I say Joe Smith, get right here. So welcome, Madam.

Impression des procès-verbaux:

They say usually 750. Really, just to shock people we will say 500 will be the maximum needed.

The Chairman: Order, please!

Pursuant to Standing Order 113, I am pleased to confirm your appointment as Chairman of the Legislative Committee on Bill C-81, an Act to implement the United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods.

Truly yours.

It is signed by John A. Fraser, Speaker of the House of Commons.

En un mot, voilà la lettre que j'ai reçue par laquelle je suis nommé président de ce comité législatif.

Je tiens à signaler à tous les membres du comité que nous aurons parmi nous aujourd'hui cinq nouveaux greffiers à la procédure qui nous conseilleront très probablement sur ce que nous pouvons ou ne pouvons pas faire du point de vue de la procédure. Il s'agit d'André Gagnon, de Lada Toptschan, de Colette Labrecque, de Miriam Pincovich et de Barbara Whittaker. Je vais tous les rendre fous, car j'aime beaucoup faire ce qui est interdit. De toute façon, je finis toujours par écouter les greffiers. Soyez les bienvenus.

Welcome. Committee members are very pleased to have you with them. I want to make sure that your names are recorded in our minutes.

Notre ordre de renvoi est le projet de loi C-81. Il m'est inutile de le lire. Je suis certain que vous me permettrez de ne pas lire tout le projet de loi.

Merci beaucoup. Je suis très heureux de présider cette séance et de revoir certains d'entre vous qui ont siégé par le passé à des comités que j'ai présidés.

Sont également présents ce matin:

from the Office of the Law Clerk, Louis-Philippe Côté, Legal Counsel, and from the Research Branch of the Library of Parliament, Mrs. Marie-Claude La Rose and Mrs. Margaret Smith.

Voilà un nom bien connu au Québec. Les chauffeurs de la compagnie Blue Line me connaissent également, car lorsque je suis très impatient et qu'ils me demandent tous les soirs d'épeler mon nom, je dis: Joe Smith, dépêchez-vous. Soyez la bienvenue, madame.

Printing motion:

On propose en général 750 exemplaires. Pour le simple plaisir de choquer les gens, disons que nous n'aurons besoin que de 500 exemplaires.

[Text]

Mr. Horner (Mississauga West): I move that we print 750 copies.

The Chairman: Yes. We need 750 for the distribution. Just to get it for pleasure, 750, moved by Mr. Horner, seconded by Mr. Rideout.

Motion agreed to

The Chairman: Next is receiving and printing of evidence when quorum is not present, in case we would need this. We may not. Today we will see, but it is moved by Mr. Bjornson and seconded by Mr. Boyer that the chairman be authorized to hold meetings in order to receive evidence and to authorize its printing when quorum is not present, provided that three members are present including the chairman, and in the absence of the chairman the person designated by the chairman of the committee, including at least one member of the opposition.

Mr. Bjornson (Selkirk-Red River): I so move.

The Chairman: I have never sat as chairman without a member of the opposition, usually Official Opposition. I did that for the Conservatives before; I will do it for the Official Opposition. Agreed?

Motion agreed to

The Chairman: Good. In case we fight with each other, I think we will agree that the first person I always recognize is—

Mr. Horner: The first person at the meeting.

The Chairman: Then it will be Mr. Rideout. Then it will be Mr. Rideout, but Official Opposition followed by other parties and usually I see a majority when I see one, and there is a majority, so I usually go to the majority, 10 minutes maximum, etc.

Mr. Horner: I so move.

Motion agreed to

The Chairman: We have been asked by the House of Commons to do an important job, it is true, study this bill. I am in your hands. I could proceed in many ways, five or six meetings, one meeting today, we could proceed with witnesses, without witnesses, but I do not direct the committee. I am only your humble chairman, so I am open for suggestions and discussions.

Mr. Rideout (Moncton): Mr. Chairman, I think we can probably deal with the bill relatively expeditiously. I know Mr. MacLellan would like to be here at this particular meeting and happens to be in Calgary. Perhaps we could have one meeting at which the minister is here to give an explanation of the bill and then we could proceed from there to clause by clause and perhaps get it finished in one meeting or two at the most.

The Chairman: Monsieur, I regret, your colleague has asked for the floor, you are next.

Mr. Robert Nicholson (Parliamentary Secretary to Minister of Justice and Attorney General of Canada): I was going to suggest to the committee that we proceed with the bill today. I thought it was your interest and your request,

[Translation]

M. Horner (Mississauga-Ouest): Je propose de faire imprimer 750 exemplaires.

Le président: Entendu. Il nous en faut 750 exemplaires aux fins de diffusion. Pour le plaisir, donc, 750 exemplaires. La motion est proposée par M. Horner, appuyé par M. Rideout.

La motion est adoptée

Le président: La motion suivante prévoit l'audition et l'impression des témoignages en l'absence du quorum, si besoin est. Ce sera peut-être inutile. Nous verrons pour aujourd'hui; toutefois, la motion est proposée par M. Bjornson, appuyé par M. Boyer: que le président, soit autorisé à tenir des séances pour entendre des témoignages et en autoriser l'impression en l'absence de quorum, pourvu que trois membres du comité, y compris le président, ou, en l'absence de ce dernier, la personne désignée pour le remplacer comme président du comité et un membre représentant l'opposition, soient présents.

M. Bjornson (Selkirk-Red River): Je propose la motion.

Le président: Je n'ai jamais présidé une séance de comité en l'absence d'un député de l'opposition, en général de l'Opposition officielle. Je l'ai fait auparavant pour les conservateurs et je le ferai pour l'Opposition officielle. Êtes-vous d'accord?

La motion est adoptée

Le président: Très bien. En cas de litige, qu'il soit entendu que je donnerai toujours la parole en premier à...

M. Horner: La première personne présente à la réunion.

Le président: Il s'agira alors de M. Rideout. Ce sera donc M. Rideout, mais après l'Opposition officielle, je donnerai la parole à un représentant des autres partis; en général, s'il y a une majorité, je m'en rends compte, et je donne donc en général la parole à un de ses représentants, pour une période de dix minutes au maximum, etc.

M. Horner: Je propose la motion.

La motion est adoptée

Le président: La Chambre des communes nous a confié une tâche importante, c'est un fait, en nous renvoyant ce projet de loi. Je m'en remets à vous. Il y a diverses façons de procéder: nous pouvons siéger cinq ou six fois, ou une seule fois aujourd'hui; nous pouvons entendre des témoins ou ne pas en entendre, mais ce n'est pas moi qui donne les ordres. Je ne suis que votre humble président, et je suis donc ouvert à toute suggestion.

M. Rideout (Moncton): Monsieur le président, nous pouvons sans doute examiner ce projet de loi très rapidement. Je sais que M. MacLellan voulait être présent pour cette séance, mais il est à Calgary. Nous pourrions peut-être convoquer le ministre au cours d'une séance, pour qu'il nous explique le projet de loi, après quoi nous pourrions passer à l'étude article par article et terminer en une ou deux séances au plus.

Le président: Monsieur, je regrette, votre collègue a demandé la parole. Vous serez le prochain.

M. Robert Nicholson (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada): Je voulais proposer au comité d'examiner le projet de loi dès aujourd'hui. Je pensais que vous souhaitiez, monsieur

[Texte]

Mr. Rideout, that we have officials from the department who are familiar with this. I am pleased they are here with me this morning, and if the committee is disposed to proceed with this bill, I think it is uncontroversial.

I apprised the member for the NDP, Dave Barrett, of this. I indicated to him that it was going to be my suggestion that we proceed with the bill, and I am prepared to do that. Of course I am in the hands of the committee as well, but I do have the officials from the department. The bill is uncontroversial, and in view of time constraints on members of the committee, which I am very well aware of, I think it would be a good idea if we did proceed this morning so we do not waste this valuable time, but get on with a very important piece of legislation.

• 1120

As you know, Mr. Rideout, there is a 12-month period before this comes into effect. I would like to have this implemented and passed by Parliament as quickly as possible. I am sure the other committee members will do what they can so there is no further delay in its implementation.

Mr. Horner: Mr. Chairman, would it be in order to reserve judgment on whether the minister should appear until after we have heard the witnesses today, and then decide whether that would be necessary?

The Chairman: I see an indication of no, but the committee will decide.

Mr. Nicholson: As you know, Dr. Horner, or perhaps Mr. Bjornson would know, in legislative committees it has been the practice that in bills in the justice area I have appeared on behalf of the government and have tried to answer any questions that might arise out of the discussions of the committee, but in a matter like this I have the departmental officials with me. It was not my intention to put the officials on the spot and ask them to make a speech about this. I understand that Mr. Rideout has a number of questions. I had proposed that in our line-by-line consideration we would accept any questions on the bill. As I say, I have correspondence from Mr. Rideout indicating he has some questions. That was the way I intended to proceed.

Mr. Horner: That is perfectly fine with me. I did not want to proceed in any other way than you normally do, except that Mr. Rideout suggested that the minister appear. Since we do not want to make a decision on that right now, I suggest we proceed with line-by-line consideration.

The Chairman: May I ask the departmental people to join us at the table.

Ce sont M^{me} Christiane Verdon, avocate générale à la Section du droit constitutionnel et international, et M^{me} Chantal Bernier, conseillère juridique à la Section du droit constitutionnel et international. Bienvenue, madame Verdon et madame Bernier.

Some members have very important meetings to attend at 11:55. Before we start clause-by-clause consideration, maybe we should listen to a five-minute explanation of the bill by either the parliamentary secretary or the departmental

[Traduction]

Rideout, que certains fonctionnaires du ministère qui connaissent bien cette question soient présents. Je suis heureux de vous annoncer qu'ils m'accompagnent ce matin, et si le comité est prêt à examiner le projet de loi, je pense qu'il ne suscite aucune controverse réelle.

J'en ai informé le député néo-démocrate, Dave Barrett. Je lui ai dit que j'allais proposer au comité d'étudier directement le projet de loi, et je suis prêt à le faire. Bien sûr, moi aussi je m'en remets au comité, mais les fonctionnaires du ministère m'accompagnent aujourd'hui. Comme le projet de loi ne donne pas lieu à controverse et que les membres du comité sont très occupés, je pense qu'il serait souhaitable de nous y mettre tout de suite, de façon à ne pas perdre de temps, car il s'agit d'un projet de loi très important.

Comme vous le savez sans doute, monsieur Rideout, 12 mois devront s'écouler avant que ce projet de loi ne puisse entrer en vigueur. Je voudrais donc qu'il puisse être adopté le plus rapidement possible. Je suis sûr que les autres membres du comité vont coopérer, de façon à ce qu'il n'y ait pas de retard.

M. Horner: Monsieur le président, pourrions-nous d'abord entendre nos témoins et décider ensuite s'il faut que le ministre comparaisse?

Le président: C'est au comité de décider.

M. Nicholson: MM. Horner et Bjornson savent sans doute que pour les projets de loi relevant de la justice, c'est d'habitude moi qui comparais au nom du gouvernement devant le comité législatif pour répondre aux questions; pour une question aussi importante que celle-ci, j'ai demandé à des fonctionnaires du ministère de m'accompagner, bien qu'ils ne soient pas là pour prononcer des discours. Il paraît que M. Rideout a plusieurs questions à poser au sujet du projet de loi. Je propose donc qu'au cours de l'étude article par article, nous répondions aux questions au fur et à mesure qu'elles seront posées. Du moins, c'est ce que je comptais faire.

M. Horner: Je suis tout à fait d'accord. C'est M. Rideout qui a suggéré que le ministre comparaisse, mais puisque la décision ne doit pas être prise sur-le-champ, je propose qu'on entame l'étude article par article.

Le président: Je demanderais aux experts du ministère de prendre place devant les micros.

We have Mrs. Christiane Verdon, General Counsel, Constitutional and International Law Section, and Mrs. Chantal Bernier, Counsel, Constitutional and International Law Section. Welcome, Mrs. Verdon and Mrs. Bernier.

Plusieurs membres du comité ont des rendez-vous importants à 11h55. Avant d'entamer l'étude article par article, je propose que nous consacrions cinq minutes à entendre les explications du secrétaire parlementaire ou des

[Text]

people. I think it would be fair not to rush unduly. Then, with your consent, we will see how we could go. I regret to say that clause-by-clause consideration terminates the possibility of calling for witnesses. Usually we have an explanation of the bill. That is what we will do now. After that explanation you could proceed immediately with clause-by-clause consideration without calling witnesses. We shall decide about calling witnesses after we listen to the explanation.

Mr. Nicholson: This is the fruit of a fairly long process that has taken place in international trade. Back in the 1930s, because of the increase in the use of contracts in the sale of goods between states, it was recognized that a uniform system of laws governing the sale of goods would be to the advantage of countries because in international contracts as well as in domestic contracts there are varying rules of interpretation. We have throughout the world in many countries a civil code and in many countries a common law. The socialist countries of eastern Europe, the Soviet Union and China have their own system of laws. We have various interpretations in disputes as they apply to contracts.

• 1125

It was recognized beginning in the 1930s the value of having one set of rules that would in most cases apply to international contracts. For various reasons, Mr. Chairman, this did not get off the ground. Many countries are very protective of their legal systems and their way of doing business. There was a reluctance among certain countries to give up their own particular interpretation. But progress has been made.

Earlier in the 1980s the convention you have that appears attached to the bill as a schedule was finally arrived at. The bill is very clear that this applies to the Crown in right of Canada because an international treaty entered into by the federal government applies within federal spheres. Obviously with the constitutional jurisdiction for much of contract law being within provincial jurisdiction, there is of course great advantage to Canada in trying to harmonize not only the international aspects of trade with other countries, but also provincial law.

In the notes Mr. Farrell pointed out, I am pleased that most provincial legislatures and one of the two territories have now adopted the United Nations convention. It has been expressed by the provinces of Quebec and Saskatchewan and by the Yukon Territory that they are prepared to proceed in this direction as well. With the adoption by the federal Parliament of this and the adoption of two more provinces and territories, it means that all jurisdictions in Canada will have adopted this convention.

There are a number of advantages. Obviously it is the hope that the adoption of this will clear up some of the confusion and reduce some of the litigation that often occurs when international contracts come apart.

There are advantages as well, Mr. Chairman, for what we might term "weaker countries" or countries with weaker economies. In the past many times a stronger country is in a position where it can dictate the terms of the contract and

[Translation]

fonctionnaires du ministère, ce qui me paraît raisonnable. Après l'étude article par article, il n'y a plus moyen de faire venir des témoins. Nous allons donc commencer par quelques mots d'explication au sujet du projet de loi et, ensuite, on pourra passer immédiatement à l'étude article par article. On décidera entre temps s'il faut oui ou non convoquer des témoins.

M. Nicholson: Ce projet de loi est la conclusion d'un long processus dans le domaine du commerce international. C'est au cours des années 30 qu'on est arrivé à la conclusion qu'il serait souhaitable de normaliser les lois régissant la vente de marchandises, étant donné la multiplication des contrats et l'augmentation du volume des échanges entre États. Cette normalisation permettrait d'introduire une certaine cohérence dans les différentes règles régissant les contrats nationaux et internationaux. Certains pays ont adopté le code civil, tandis que d'autres pays ont conservé le droit coutumier. Les pays de l'Europe de l'Est ainsi que l'Union soviétique et la Chine possèdent leur propre code. Donc, en cas de différends concernant des contrats de vente, les règles d'interprétation ne sont pas uniformes.

Au début des années 30, on est donc arrivé à la conclusion qu'il serait souhaitable d'uniformiser les règles régissant les contrats internationaux. Mais pour diverses raisons, ces démarches n'ont pas abouti. En effet, de nombreux pays refusent toute entorse à leur système juridique ou à leur façon de faire des affaires. Certains pays refusaient d'abandonner leur propre interprétation. Mais depuis lors, des progrès ont été enregistrés.

La convention qui figure en annexe au projet de loi a été adoptée au début des années 80. La présente loi lie la Couronne du chef du Canada, car toute convention internationale à laquelle adhère le gouvernement fédéral est bien entendu de compétence fédérale. Or, étant donné qu'une bonne partie du droit relatif au contrat est de compétence provinciale, le Canada a tout intérêt à harmoniser non seulement les règles de droit international relatives au commerce, mais également les lois provinciales.

Ainsi que M. Farrell le fait remarquer dans son étude, la plupart des gouvernements provinciaux ainsi qu'un des deux territoires ont d'ores et déjà adopté la convention des Nations unies; le Québec et la Saskatchewan ainsi que le Yukon ont fait savoir qu'ils agiraient de même. Lorsque cette convention aura été ratifiée par le Parlement fédéral ainsi que par ces deux provinces et le territoire, elle aura été ratifiée par toutes les autorités compétentes du Canada.

Cela présenterait toute une série d'avantages. Cela devrait permettre notamment de réduire la confusion ainsi que le nombre de litiges résultant de l'échec de contrats internationaux.

De plus, les pays ayant une économie plus faible en profiteront également. En effet, par le passé, les pays plus forts pouvaient faire la loi en ce qui concerne l'interprétation et les modalités des contrats. La plupart des spécialistes sont

[Texte]

how the contract will be interpreted. Most people who have analysed this believe it adds a certain amount of fairness. There are exclusions and there are ways of opting out of provisions within this, but in the day-to-day life of international commerce, this is the law that will apply. It will be of assistance to those countries that are perhaps in a weaker position in negotiating contracts.

I think there are advantages for Canada. I think there are advantages for international trade. As well there are advantages for some of those countries that do not have the economic clout that others might have.

There are a number of advantages. As I say, if Parliament adopts this, there is still a 12-month waiting period before it is implemented. Therefore I am very anxious, as I am sure other members of the committee are, to have this adopted as quickly as possible. It has been around for some time, but I am pleased there has finally been progress.

If there are any questions the members might have arising from my comments or arising from the bill, either I or the two officials who are appearing with me would be pleased to try to answer them.

Le président: Madame Verdon, tant que toutes les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral n'ont pas accepté, cette loi ne peut être mise en application. Est-ce que je comprends bien ou s'il faut un certain nombre de provinces?

• 1130

Mme Christiane Verdon (avocate générale, Section du droit constitutionnel et international, ministère de la Justice): La loi s'applique à la Couronne. En ce qui concerne les lois provinciales de mise en oeuvre, il est juste qu'à l'heure actuelle, il n'y a que huit provinces et un territoire qui ont adopté la loi de mise en oeuvre, mais cela n'empêchera pas le gouvernement fédéral d'adhérer à la Convention, parce que la Convention contient ce qu'on appelle une clause fédérale qui permet à un État fédéral comme le Canada de devenir partie même si toutes les provinces n'ont pas adopté la loi de mise en oeuvre. Ainsi, lorsque le Canada adhérera à la Convention, il déclarera que la Convention sera étendue à toutes les provinces qui l'auront mise en oeuvre au moment de l'adhésion et, par la suite, lorsque les autres provinces adopteront la loi de mise en oeuvre nécessaire, la déclaration canadienne sera modifiée pour refléter ce nouvel état de fait.

Le président: Heureuse flexibilité du fédéralisme!

Mr. Boyer (Etobicoke—Lakeshore): The convention applies only to contracts for the sale of goods between governments, correct? You say this applies only to the Crown? I would like to have some elaboration on the relationship between this and private, international contracts for the sale of goods. I have been reading the convention and the bill, which says that it applies only to the. . . It applies to the Crown, but it is a general international–sale–of–goods bill, which will apply to all—

Mr. Nicholson: All undertakings within the federal sphere.

[Traduction]

d'accord pour dire que grâce à cette convention, les relations entre pays seront plus équitables. La convention prévoit d'ailleurs un certain nombre d'exclusions ainsi que la possibilité de ne pas appliquer éventuellement certaines dispositions; mais en règle générale, les dispositions de la convention s'appliqueront au commerce international, ce qui devrait profiter aux pays moins bien placés pour négocier des contrats.

Cette convention aura à mon avis des effets positifs pour le Canada, et plus particulièrement pour les pays qui ne représentent pas une grande puissance économique. Le commerce international devrait également en profiter.

Comme je le faisais remarquer tantôt, lorsque ce projet de loi sera adopté par le Parlement, 12 mois devront encore s'écouler avant que cette convention n'entre en vigueur. J'espère donc que le projet de loi sera adopté le plus rapidement possible, car cela fait longtemps déjà que cette question est à l'ordre du jour.

Moi-même ainsi que les deux conseillers juridiques, nous nous ferons maintenant un plaisir de répondre à vos questions.

The Chairman: Mrs. Verdon, as long as this bill has not been adopted by all the provinces, the territories and the federal government, the act cannot be implemented, if I understand correctly, or does it require the consent of a certain number of provinces?

Christiane Verdon Counsel, (General Constitutional and International Law Section, Department of Justice): This act applies to the Crown. It is true that at the present time, only eight provinces and one of the territories have adopted the implementation provisions, but this does not prevent the federal government from signing the convention since this convention contains a federal clause which enables a federal government such as Canada's to join even if all provinces have not adopted the implementation clause. So when Canada will join the convention, it will declare that the said convention will apply to all provinces which will have implemented it at that time and that later on, when the rest of the provinces will have adopted the implementation clause, the Canadian declaration will be amended to reflect this change.

The Chairman: That is the beauty of federalism!

M. Boyer (Etobicoke—Lakeshore): La convention s'applique uniquement à la vente de biens entre États? Vous avez bien dit qu'elle ne s'applique qu'à la Couronne? Je voudrais savoir comment elle s'appliquerait aux contrats de droit privé pour la vente de marchandises. La loi s'applique à la Couronne, mais elle concerne toute vente internationale de marchandises, si j'ai bien compris. . .

M. Nicholson: Tous les engagements relevant du gouvernement fédéral.

[Text]

Ms Verdon: The bill before the committee is a bill that would apply, as Mr. Nicholson said, to all crown entities federally. The bill gives force of law to the convention, as far as those federal crown entities are concerned. But the convention itself is general and also applies to private persons. This is where the provincial legislation will come into play.

Mr. Boyer: Could you repeat, this has been adopted in-

Mr. Nicholson: Eight provinces and one territory, the Northwest Territories, at the present time.

Mr. Boyer: Which are the two provinces and one territory where it has not been adopted?

Mr. Nicholson: Saskatchewan, Quebec, and the Yukon.

Mr. Rideout: I gather from reading some of this that it only applies to goods. Is there any other convention that is in place that deals with services? Is there a particular reason why services were excluded?

Mr. Nicholson: I think it is the difficulty. As far as I know, there is none that applies to services, Mr. Rideout. I guess this was quite an undertaking in and of itself, even in its limited application, to try to put this together and have it accepted widely.

Mr. Rideout: I appreciate that. It is just that as we move into a global economy with—

Mr. Boyer: Mr. Rideout is trying to extend the federal sales tax not only through goods but also through services.

Mr. Rideout: It just struck me that if you are this close, why was the service aspect excluded? I know that Mr. Boyer will recall our visit to the Soviet Union. What they really need is our professional services, our expertise. The major problem in that area is the fact that there are no methods for really enforcing those types of contracts. As a result, some of our Canadian suppliers of technology and expertise have had it stolen. I think we should also be moving in that area. I just wondered if there was any other explanation, other than that it is difficult.

• 1135

Mr. Nicholson: I know of no other explanation than the difficulty of trying to put this together, but I think the point you made is very valid.

Mr. Rideout: The question of what is a "good" gets discussed, and I am not sure exactly... They talk about where it is manufactured, how much is manufactured in one location and in another, and whether it then becomes international. Is there a simple definition, or is it complicated and you have to work through that system?

Mr. Nicholson: I think sometimes they define by exclusion. They will give you a list of what is not a "good", or at least for the purposes of the convention is not a "good", but it simply says the "goods bought for personal, family or household use". Then later on it lists some exclusions.

Mr. Rideout: Yes, stocks and things of that nature. One question comes to mind: is the list of exclusions exhaustive?

[Translation]

Mme Verdon: Ainsi que M. Nicholson l'a expliqué, les dispositions de ce projet de loi s'appliqueraient à toutes les instances fédérales qui seraient désormais régies par les dispositions de cette convention. Cependant, la convention elle-même s'appliquerait également aux particuliers, ce qui exige l'assentiment des provinces.

M. Boyer: Combien de provinces l'ont déjà adoptée?

M. Nicholson: Jusqu'à présent, huit provinces et les Territoires du Nord-Ouest l'ont adoptée.

M. Boyer: Et quelles sont les deux provinces et le territoire qui ne l'ont pas adoptée?

M. Nicholson: La Saskatchewan, le Québec et le Yukon.

M. Rideout: Si j'ai bien compris, cette convention s'applique uniquement aux marchandises. Je voudrais savoir s'il existe une convention qui s'appliquerait également aux services. Comment se fait-il que les services sont exclus de cette convention?

M. Nicholson: A ma connaissance, il n'existe pas de convention pour les services. Bien qu'elle se limite aux seules marchandises, l'adoption de la présente convention a exigé énormément de travail et n'a guère été facile.

M. Rideout: Je comprends. Il n'empêche que l'économie devient de plus en plus globale. . .

M. Boyer: M. Rideout voudrait que la taxe fédérale de vente s'applique non seulement aux marchandises, mais également aux services.

M. Rideout: Je me demandais simplement pourquoi les services ont été exclus de la convention. M. Boyer se souvient certainement qu'on nous a expliqué au cours de notre voyage en Union soviétique qu'ils ont besoin là-bas surtout de notre savoir-faire, de nos services professionnels. Or, la difficulté, c'est qu'il n'y a pas vraiment moyen de faire respecter des contrats de ce genre. Si bien que certaines entreprises canadiennes ont été roulées. J'estime donc que les services devraient également faire l'objet d'une convention, et je me demande si seule la difficulté de la tâche explique leur absence de cette convention.

M. Nicholson: Il n'existe pas à ma connaissance d'autres explications, sauf que cela aurait été très difficile.

M. Rideout: Il y a également la question de la définition de ce que l'on entend par marchandise. Les questions des lieux de fabrication et du caractère international éventuel d'une marchandise. Y a-t-il une définition simple de ce que l'on entend par marchandise?

M. Nicholson: La définition se fait par exclusion. Ainsi, il existe une liste de ce qui n'est pas une marchandise aux fins de la convention; il est également question de marchandises achetées pour un usage personnel, familial ou domestique. Vient ensuite une liste d'exclusions.

M. Rideout: Il y a entre autres les valeurs mobilières. La liste d'exclusions est-elle exhaustive?

[Texte]

Mr. Nicholson: I believe it is, and the official is confirming that it is.

Mr. Rideout: The other aspect is that there is no problem in anybody contracting out of this particular convention at all. But if it is obviously not dealt with in the contract and there is no contracting out, then the assumption is that this convention is applicable.

Mr. Nicholson: Yes.

Mr. Rideout: So it would have to be a specific. . . I gather from some of the reading here that there would at least have to be something in writing to contract out, even if the rest of the contract was oral.

Mr. Nicholson: Yes, I believe that is the case.

Mr. Rideout: The other area where you come into some concerns from time to time deals with the area of trade usage and its applicability. I gather that comes to play in this particular piece of legislation. Perhaps you could explain to me how trade usage will supersede the effects of the convention.

Mr. Nicholson: I should be more of an expert on the sale of goods. I am not quite sure what you mean by "trade usage", Mr. Rideout.

Mr. Rideout: The notes we received say "trade usage to which parties have agreed take priority over the convention". It is under article 9. All it says is that this springs from some long-established tradition in international law, and I just wondered how it works, whether it should be tightened up or whether there should be amendments.

Mr. Nicholson: It would be my understanding that inasmuch as there are many, many different types of contracts and many ways of doing business, I believe—and the official can contradict me—that was an attempt to make sure someone was not placed at a disadvantage because of the convention. If you and I had been doing business in a particular manner over many years, you could not then invoke the convention to my disadvantage when you and I had an understanding, quite apart from the convention, based on our long—time usage or long—time practice.

Mr. Rideout: That is what I thought, although the reverse of that is what had me concerned. If you are dealing, say, with the Soviet Union, and they have all kinds of different trade uses you may not be familiar with, it seems to contemplate that trade usage would supersede the convention. Even though you had the aspects of the convention involved, somebody could pull one of these out of the hat and in effect scuttle the intent of the contract.

• 1140

Mr. Nicholson: Do you mean the usage would not just be particular to one party or one individual to the contract but would be widely known and international in scope?

Mr. Rideout: If it is international in scope, that would make a difference.

The Chairman: Now that we have listened attentively to Mr. Nicholson's explanation and Madam Christiane Verdon,

[Traduction]

M. Nicholson: Si, elle l'est.

M. Rideout: Chacun est libre de ne pas appliquer les dispositions de la convention. Mais si cela n'est pas stipulé dans un contrat, la convention s'applique.

M. Nicholson: Exact.

M. Rideout: Donc, même pour un contrat conclu verbalement, il faut des dispositions écrites si l'on souhaite que les dispositions de la convention ne s'appliquent pas.

M. Nicholson: C'est exact.

M. Rideout: Il y a par ailleurs la question de l'usage commercial. Pouvez-vous nous expliquer dans quelle mesure l'usage dit commercial prime les effets de la convention?

M. Nicholson: Je ne comprends pas au juste ce que vous entendez par usage commercial.

M. Rideout: D'après les notes qui nous ont été remises, aux termes de l'article 9 de la convention, les usages commerciaux auxquels les parties contractantes ont convenu priment les dispositions de la convention. Cela découlerait d'une ancienne tradition du droit international; je me demande si cela n'exigerait pas quelques amendements.

M. Nicholson: Étant donné qu'il existe une multiplicité de contrats et toutes sortes de façons pour faire des affaires, cette disposition a pour objet de veiller à ce que personne ne soit lésé à cause de la convention. Ainsi, si deux personnes font depuis longtemps des affaires ensemble, l'une d'elles ne pourrait pas invoquer les dispositions de la convention pour passer outre à des usages ou des pratiques convenus depuis longtemps.

M. Rideout: C'est bien ce que je pensais. Cependant, l'Union soviétique a certainement divers usages commerciaux que nous ignorons, et on pourrait dire en l'occurrence que ces usages commerciaux priment les dispositions de la convention. Donc, malgré la convention, quelqu'un pourrait invoquer ces usages pour torpiller un contrat.

M. Nicholson: Voulez-vous dire que l'usage ne serait pas réservé à une partie au contrat ou à une personne, mais serait connu un peu partout et de portée internationale?

M. Rideout: Si la portée en est internationale, cela ferait toute une différence.

Le président: Maintenant que nous avons bien écouté l'explication de M. Nicholson et de M^{me} Christiane Verdon,

[Text]

les questions étant épuisées, je ne vois pas qu'il y ait lieu de tenir un débat supplémentaire. Par conséquent, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de convoquer des témoins supplémentaires, à moins que les membres du Comité le souhaitent. Je suis à la merci du Comité, mais je crois sentir que les députés ne voient pas la nécessité d'inviter des témoins supplémentaires. En conséquence, je vous demande si vous voulez procéder dès maintenant à l'étude article par article du projet de loi.

I see you are willing. With your permission, I will call clauses 2 to 10 inclusive, as there are no amendments.

Clauses 2 to 10 inclusive agreed to

On Article 92

The Chairman: Mr. Nicholson, would you kindly put your amendment to the committee, please?

M. Nicholson: Je propose que le projet de loi C-81 soit modifié, par substitution au paragraphe (1) de l'article 92 de la version française de l'annexe, page 27, de ce qui suit:

(1) Tout État contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par la deuxième partie de la présente Convention ou qu'il ne sera pas lié par la troisième partie de la présente Convention.

There was a mistake in the two versions, and in the French version one line was left out of the convention.

The Chairman: I doubt very much there will be a lot of discussion. It is to have

la concordance entre le français et l'anglais. C'est une chose que M. Horner comprend sans doute très bien: la concordance entre le français et l'anglais.

Amendment agreed to

Article 92 as amended agreed to

Clause 1 agreed to

The Chairman: Shall the title pass?

Some hon. members: Agreed.

Le président: Puis-je faire rapport à la Chambre du projet de loi tel que modifié?

Adopté

• 1145

Le président: Donc, je ferai rapport rapport à la Chambre demain du projet de loi tel que modifié.

Mr. Boyer is giving a luncheon on the occasion, and I will use this opportunity to put my views on the record. On the occasion of the sad departure of his excellency the Ambassador of the Soviet Union, Mr. Rodionov, who is leaving the country after six years of—

Mr. Horner: Try for seven.

The Chairman: -seven years of great service to Canada,-

[Translation]

since there are no further questions, I do not think it is appropriate to have any further debate. Consequently, I feel it is unnecessary to have other witnesses, unless it is the wish of Committee members. I will do as the Committee wants, but I have a hunch that members do not believe it is necessary to invite additional witnesses. I will therefore ask you if you are willing to proceed now with the clause by clause study of the Bill.

Je vois que vous êtes d'accord. Avec votre permission, je mets aux voix les articles 2 à 10 inclusivement, puisqu'il n'y a pas d'amendements.

Les articles 2 à 10 inclusivement sont adoptés

Article 92

Le président: Monsieur Nicholson, pourriez-vous s'il vous plaît présenter votre amendement au Comité?

Mr. Nicholson: I move that the French version of the schedule to Bill C-81 be amended by striking out paragraph (1) of article 92 on page 27 and substituting the following:

(1) Tout État contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par la deuxième partie de la présente Convention ou qu'il ne sera pas lié par la troisième partie de la présente Convention.

Il y avait une erreur dans les deux versions et, dans la version française, on a omis une ligne dans la convention.

Le président: Je doute que l'on veuille en discuter. La modification vise

only to have agreement between both versions. This is one thing that Mr. Horner no doubt understands very well: agreement between French and English.

L'amendement est adopté

L'article 92 tel que modifié est adopté

L'article 1 est adopté

Le président: Le titre est-il adopté?

Des voix: Adopté.

The Chairman: Shall I report the Bill as amended to the House?

Agreed

The Chairman: I will therefore report the bill as amended to the House tomorrow.

Pour cette occasion, M. Boyer nous offre un déjeuner, et j'en profiterai pour donner officiellement mon point de vue. Pour souligner le départ de son excellence l'ambassadeur de l'Union soviétique, M. Rodionov, qui nous quitte malheureusement après six ans...

M. Horner: Plutôt sept.

Le président: ...sept ans d'excellents services pour le Canada...

[Texte]

Mr. Horner: What a name-dropper.

The Chairman: —I am sure this committee would like to send him their best regards. We shall give him a copy of the record of this meeting. To him and his charming wife we say good luck, bonne chance, in the Soviet Union. They are retiring.

Je voudrais remercier M^{me} Bernier et M^{me} Verdon, ainsi que nos distingués membres du Comité, le personnel, la traduction, et les nouveaux greffiers.

M. Boyer: Je voudrais surtout remercier le président de notre Comité qui, en très peu de temps, a fait beaucoup pour le Comité.

Le président: Merci beaucoup.

La séance est levée.

[Traduction]

M. Horner: Quel opportunisme.

Le président: ...je suis persuadé que le comité voudra lui exprimer ses meilleurs souhaits. Nous lui enverrons un exemplaire du compte rendu de notre réunion. Nous souhaitons la meilleure des chances à l'ambassadeur et à sa charmante épouse en Union soviétique. Ils prennent leur retraite.

I would like to thank Mrs. Bernier and Mrs. Verdon, as well as the distinguished members of our committee, the staff, the interpreters, and the new clerks.

Mr. Boyer: I would not want to miss the opportunity to thank the Chairman of our committee. In a very short period, he has done a lot for the committee.

The Chairman: Thank you very much.

The meeting is adjourned.

MAIL > POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des poste

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

If undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré-Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communications Canada — Édition 45 Boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESS

From the Department of Justice:

Christiane Verdon, General Counsel, Constitutional and International Law section.

TÉMOIN

Du ministère de la Justice:

Christiane Verdon, avocate générale, Section du droit constitutionnel et international.









LEGISLATIVE COMMITTEE ON

BILL C-81 International Sale of Goods Contracts Convention Act

HOUSE OF COMMONS

Issue 1 • 1989-1990 • 2nd Session • 34th Parliament

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A $089\,$

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communciation Canada — Édition, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

GUIDE TO THE USERS

This Index is subject-based and cross-referenced. A list of dates of meetings of the committee with the corresponding issue numbers may be found under the heading "Dates and Issues" on the following page. Issue numbers are indicated by bold face.

The index provides general subject analysis as well as corresponding subject entries under the names of individual Members of Parliament. All subject entries in the index are arranged alphabetically.

(Main subject)
(sub-heading)

Banks and banking
Service charges, senior citizens, 15:9

(Member)
(subject entry)

Riis, Nelson A. (NDP—Kamloops)
Banks and banking, 15:9

The index is extensively cross-referenced. Cross-references to a first sub-heading are denoted by a long dash "—", for example:

Senior citizens see Banks and banking—Service charges

Cross-references to several sub-headings under one main subject are indicated by the term passim.

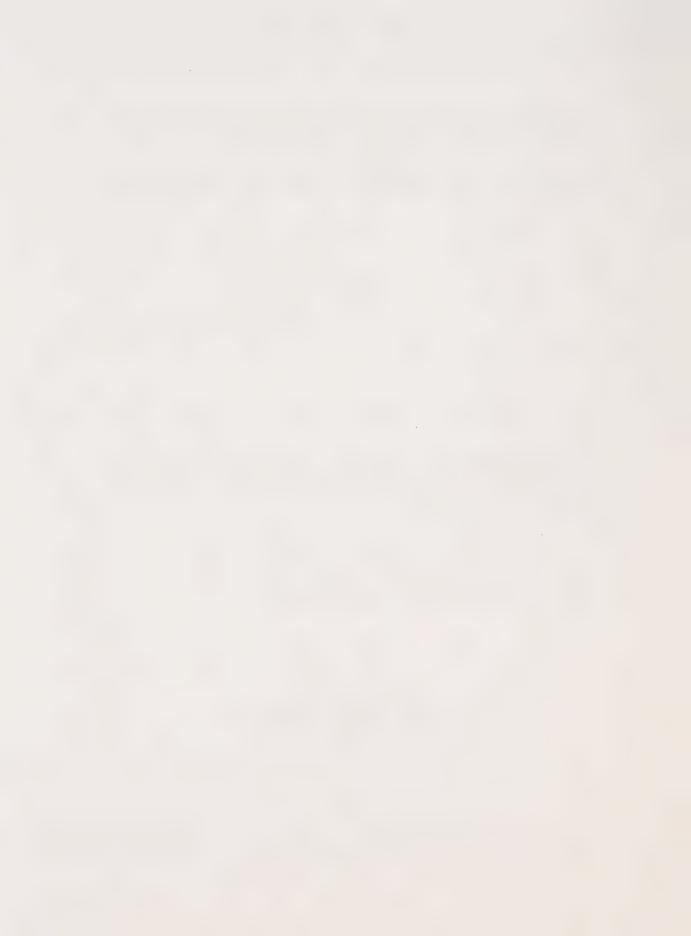
Included in the index are several headings that may be particularly useful; a list under Organizations appearing shows all appearances by organizations before the Committee; the headings Orders of Reference and Committee studies and inquiries list all matters studied by the Committee; the section Procedure and Committee business records all items of a procedural nature including those listed in the Minutes.

The most common abbreviations found in the Index are as follows:

A = Appendices Amdt. = Amendment M. = Motion S.O. = Standing Order

Political affiliations: Ind = Independent L = Liberal NDP = New Democratic Party
PC = Progressive Conservative Ref = Reform Party of Canada

For further information contact the Index and Reference Service—(613) 992-8976 FAX (613) 992-9417



INDEX

HOUSE OF COMMONS LEGISLATIVE COMMITTEE OFFICIAL REPORT

SECOND SESSION—THIRTY-FOURTH PARLIAMENT

DATES AND ISSUES

--1990---

December: 4th, 1.

Bjornson, David (PC-Selkirk-Red River)

Procedure and Committee business

Organization meeting, 1:8

Quorum, M., 1:8

Boyer, Patrick (PC-Etobicoke-Lakeshore; Parliamentary Secretary to Secretary of State for External Affairs)

International sale of goods, 1:11-2

International Sale of Goods Contracts Convention Act (Bill C-81), 1:11-2

Committee see Procedure and Committee business

Contracts see International sale of goods

Horner, Bob (PC-Mississauga West)

International Sale of Goods Contracts Convention Act (Bill C-81), 1:9, 14-5

Procedure and Committee business

Minister, 1:9

Organization meeting, 1:8

Printing, M., 1:8

Questioning of witnesses, M., 1:8

International sale of goods

Contracts, historical background, 1:10

Goods, defining, 1:12-3

United Nations Convention on Contracts for the

International Sale of Goods

Application, 1:11-3

Equity, 1:10-1

Implementation, 1:10

International/provincial application, 1:10

Services, status, 1:12

Trade usage, application, 1:13

International Sale of Goods Contracts Convention Act (Bill

C-81)—Minister of Justice

Consideration, 1:8-15; as amended, 1:14, carried, 6; report to

House with amdts., 1:14, agreed to, 6

Clause 1, 1:14, carried, 6

Clauses 2 to 10, 1:14, carried severally, 5

Schedule, 1:14, as amended, carried, 5-6

Amdt. (Nicholson), 1:14, agreed to, 5

Title, 1:14, carried, 6

References

Implementation, 1:11

Provisions, provinces, adopting, 1:11-2

Passage, expediting, 1:8

See also Orders of Reference; Reports to House

Justice Department see Organizations appearing

Nicholson, Robert (PC-Niagara Falls; Parliamentary Secretary to Minister of Justice and Attorney General of Canada)

Nicholson, Robert-Cont.

International sale of goods, 1:10-3

International Sale of Goods Contracts Convention Act (Bill C-81), 1:8-14

Procedure and Committee business, bill, 1:8-9

Order of Reference, 1:3

Organization meeting see Procedure and Committee business

Organizations appearing

Justice Department, 1:11-2

See also individual witnesses by surname

Procedure and Committee business

Bill, clause by clause study, proceeding to, 1:8-10, 14, agreed to, 5

Chairman, appointment, 1:7

Minister, appearing, 1:9

Organization meeting, 1:7-8

Printing, minutes and evidence, M. (Horner), 1:7-8, agreed

Questioning of witnesses, rotation by party, M. (Horner), 1:8 Quorum, meeting and receiving/printing evidence without,

M. (Bjornson), 1:8, agreed to, 5

Prud'homme, Marcel (L—Saint-Denis; Chairman)

International Sale of Goods Contracts Convention Act (Bill C-81), 1:10-1, 14

Procedure and Committee business

Bill, clause by clause study, 1:10, 14

Chairman, appointment, 1:7

Organization meeting, 1:7-8

Printing, minutes and evidence, M. (Horner), 1:7-8

Questioning of witnesses, rotation by party, M. (Horner), 1:8

Quorum, meeting and receiving/printing evidence without, M. (Bjornson), 1:8

References, appointment as Chairman, 1:7

Report to House, 1:4

Rideout, George S. (L—Moncton)

International sale of goods, 1:12-3

International Sale of Goods Contracts Convention Act (Bill C-81), 1:8, 12-3

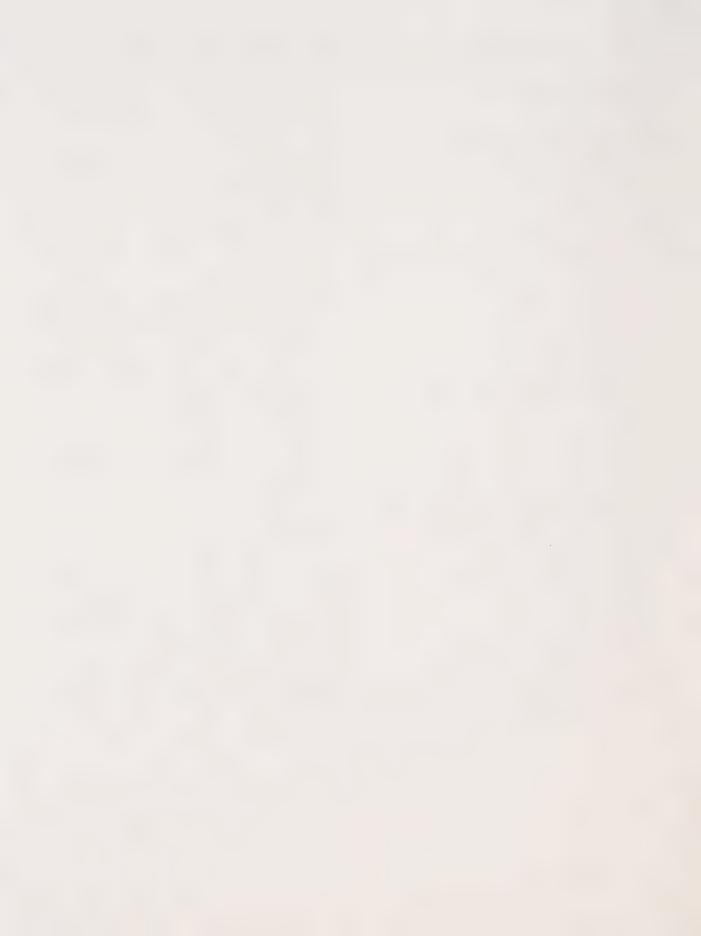
Trade see International sale of goods-United Nations

United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods see International sale of goods

Verdon, Christiane (Justice Department)

International Sale of Goods Contracts Convention Act (Bill C-81), 1:11-2

Witnesses see Organizations appearing and see also individual witnesses by surname





Art. 2 à 10 adoptés, 1:14

Marchandises, contrats de vente...-Suite

Témoins Provinces, acceptation, 1:11-2 projet de loi C-81, étude, 1:12-3 Exclusions, liste, exhaustivité, 1:12-3 Marchandises, contrats de vente internationale, Convention, Applicabilite, 1:11-3 Comité, séance d'organisation, 1:8 Marchandises, contrats de vente internationale, Convention Rideout, George S. (L-Moncton) Définition, 1:12 Rapport à la Chambre, 1:4 Marchandise Voir aussi Président du Comité-Nomination Justice, ministère. Voir Témoins projet de loi C-81, étude, 1:11 Marchandises, contrats de vente internationale, Convention, Procès-verbaux et témoignages, 1:8 Prud'homme, Marcel (L-Saint-Denis; président) projet de loi C-81, étude, 1:14-5 Marchandises, contrats de vente internationale, Convention, 8-7:1 ,noissonqm1 Proces-verbaux et témoignages Comité, séance d'organisation, 1:8-9 Horner, Bob (PC-Mississauga-Ouest) Nomination de Prud'homme, 1:7 Président du Comité Provinces, lois, harmonisation, I:10-1 internationale, Convention), 1:4 Marchandises, vente, lois, harmonisation, répercussions, Projet de loi C-81 (marchandises, contrats de vente Ordre de renvoi Commerce international Projet de loi C-81, étude, 1:10-4 Travaux, déroulement, 1:8-10 Témoins, convocation, comparution, etc., 1:8-10, 14 Marchandises, contrats de vente internationale, Convention, Séance d'organisation, 1:7-9 Commerce international, 1:10-1 quorum, 1:8 Comité, séance d'organisation, 1:8-9 Séance, tenue et impression des témoignages en l'absence de du ministre de la Justice et procureur général du Canada) Secrétaire parlementaire, comparution, 1:9 Nicholson, Robert (PC-Niagara Falls; secrétaire parlementaire Convocation, comparution, etc., 1:8-9 Ministère de la Justice. Voir plutôt Justice, ministère Ministre de la Justice Députés, temps de parole et ordre d'intervention, 1:8 Titre adopté, 1:14 Ratification, avantages, 1:10-1 Comité Rapport à la Chambre, 1:4 projet de loi C-81, étude, 1:11-2, 14-5 Entrée en vigueur, date, 1:9, 11 Marchandises, contrats de vente internationale, Convention, Champ d'application, 1:10-1 parlementaire du ministre d'État aux Affaires extérieures) Am. (Nicholson) adopté, 1:14 Boyer, Patrick (PC-Etobicoke-Lakeshore; secrétaire Art. 92 adopté, 1:14

projet de loi C-81, étude, 1:11-2

Justice, ministère, 1:11-2

Verdon, Christiane (ministère de la Justice)

Marchandises, contrats de vente internationale, Convention,

Art. I adopté, I:14

Services, inclusion, 1:12

Comité, séance d'organisation, 1:8

Bjornson, David (PC-Selkirk-Red River)

projet de loi C-81. Ministre de la Justice

Usages et pratiques, prise en compte, 1:13

Marchandises, contrats de vente internationale, Convention,



INDEX

COWPTE RENDU OFFICIEL COMITÉ LÉGISLATIF DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

DEUXIÈME SESSION, TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

-0661-

DATES ET FASCICULES

le 4, f.1.

Décembre:



GUIDE DE L'USAGER

Cet index se compose de titres-sujets (descripteurs généraux et spécifiques), de titre-auteurs (députés et témoins) et de renvois. Les numéros des fascicules sont indiqués en caractères gras.

titre-sujet: Commerce international
Provinces lois harmonisation

Provinces, lois, harmonisation, 1:10-1

titre-auteur: Rideout, George S. (L—Moncton)
Contrôle judiciaire, 2:16

renvoi: Ministère de la Justice. Voir plutôt Justice, ministère

Certains descripteurs servent à compiler des informations susceptibles d'intéresser l'usager. Ainsi, **Témoins** regroupe les divers organismes qui ont comparu. D'autres descripteurs remplissent une fonction semblable: **Ordre de renvoi, Rapport à la Chambre,** etc.

Les dates et les numéros des fascicules contenant les procès-verbaux et témoignages des séances du comité sont répertoriés dans les pages préliminaires sous le titre «DATES ET FASCICULES».

Les abbréviations et symboles qui peuvent être employés sont les suivants.

A = appendices; am. = amendement; Art. = article; M. = motion

Les affiliations politiques sont représentées de la façon suivante:

Ind. Indépendant

Parti libéral du Canada

Nouveau parti démocratique du Canada

PC Parti progressiste conservateur du Canada

Parti réformiste du Canada

Réf.

Pour toute demande de renseignement, veuillez vous adresser au Service de l'index et des références (613) 992-7645 télécopieur (613) 992-9417



CHYMBRE DES COMMUNES

0661-6861

2° Session

34° Législature

Fascicule nº 1

sur les contrats de vente internationale de marchandises Loi de mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies

18-2 iol eb telorq

COMITÉ LÉGISLATIF SUR LE

DN

INDEX



25970 25971 YELLOW JAUNE NOIR BLACK BLUE RL BLUE 25972 25973 BLEU **BLEU RL** 25974 GRIS GREY 25975 25977 GREEN VERT TANGERINE TANGERINE RED EX RED 25978 ROUGE 25979 ROUGE EX

MADE IN CANADA BY/FABRIQUÉ AU CANADA PAR
ACCO CANADIAN COMPANY LIMITED
COMPAGNIE CANADIENNE ACCO LIMITÉE
TORONTO CANADA

